

Copie à l'Ambassade de Suisse à Mexico - avec nos remerciements pour
sa lettre du 8 août 1975 - ad 512.0 - SM/an - Ba 26. Aug. 75 12.
541.0

s.C.41.Mex.111.0. CL/bo

3003 Berne, le 25 août 1975

Banque nationale suisse

8022 Zurich

Banque nationale suisse

3003 Berne

La Suisse sur le marché
mexicain et dans les Caraïbes

Messieurs,

Nous vous faisons part ci-dessous de quelques informations de caractère économique relatives au marché mexicain et des Caraïbes transmises par notre Ambassade au Mexique et qui nous semblent être de nature à vous intéresser.

Les problèmes économiques du Mexique ne proviennent pas de la crise du pétrole, la balance mexicaine des hydrocarbures étant positive, mais d'un accroissement démographique excessif, d'une agriculture peu rationnelle et d'une industrialisation pas toujours rentable.

La politique sociale poursuivie par le Président Echeverria tend à favoriser les fortes augmentations de salaires, malgré les protestations des industriels; l'écart entre les nantis et les moins favorisés ne fait cependant que s'amplifier et l'analphabétisme n'est pas prêt de disparaître, d'autant plus que les autorités paraissent répugner à contrôler un très fort accroissement démographique.



- 2 -

La réforme agraire piétine et l'exploitation des terres laisse à désirer, la population se concentrant toujours plus aux abords des villes: le Mexique a même dû importer des produits alimentaires l'an dernier.

Le Gouvernement n'est pas seulement confronté à un chômage et à une sous-nutrition importants - conséquences de l'explosion démographique -, mais également à un déficit appréciable de la balance commerciale: la dette extérieure mexicaine devrait avoir dépassé aujourd'hui 15 milliards de dollars, si bien que 20 % des exportations seraient au service de la dette. A cet effet, le Gouvernement mexicain a récemment soumis toutes les importations au régime du permis préalable, ce dernier étant accordé aux produits essentiels: l'horlogerie suisse pourrait alors être touchée par une telle mesure.

Ce système de licences d'importation a non seulement pour but de freiner les achats à l'étranger, mais aussi de favoriser le développement de l'industrie nationale. Pour ce faire, des investissements sont nécessaires, que la politique gouvernementale n'encourage cependant pas forcément: en effet le capital étranger est fréquemment et violemment attaqué au Mexique non seulement dans les journaux de toutes tendances, mais aussi dans la bouche de certains membres du Cabinet. Bien sûr on pense surtout aux Compagnies transnationales américaines. Il n'empêche que cette position sans nuance crée un climat peu plaisant, aggravé encore par l'obstination que met le Mexique à attaquer à tout propos les pays industrialisés et à prôner les vertus de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

Notre industrie d'exportation étant actuellement dans une époque où elle cherche de nouveaux débouchés, on doit se demander quelles sont ses possibilités au Mexique en plus

- 3 -

de celles qui ont existé jusqu'à présent.

Vu le déséquilibre grave de la balance commerciale et les restrictions d'importations, on peut envisager deux solutions:

1. le crédit
2. la création de nouvelles industries sur place ou la vente de brevets.

De toute façon, une intensification des contacts avec le Mexique (visites, expositions, p.ex. OSEC,) est souhaitable et souhaitée.

En ce qui concerne les pays des Caraïbes, les possibilités d'investissements semblent très limitées. Haïti, extrêmement pauvre, a surtout besoin de notre aide technique et financière. St.Domingue offre des possibilités incontestables, mais certes réduites. En Jamaïque enfin il ne semble pas que de nouvelles affaires puissent être conclues.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Service économique et financier
P.O.

(Rochat)